



11 mars 2011  
www.afdb.org

# AfDB

## NOTE ÉCONOMIQUE

### CONTENUS

1 – Introduction p.1

2 – Les principaux défis de développement persistent après la révolution p.2

3 – Prévission de l'impact de la révolution sur l'économie tunisienne p.5

4 – Remarques finales p.7

**Aloysius Uche Ordu**  
**Vice Président ORVP**  
a.ordu@afdb.org  
+216 7110 2001

**Mthuli Ncube**  
**Économiste en chef et**  
**Vice Président ECON**  
m.ncube@afdb.org  
+216 7110 2062

**Jacob Kolster**  
**Directeur ORNA**  
j.kolster@afdb.org  
+216 7110 2065

**Désiré J.M. Vencatachellum**  
**Directeur EDRE**  
d.vencatachellum@afdb.org  
+216 7110 2076

# Révolution tunisienne : enjeux et perspectives économiques<sup>1</sup>

## 1 – Introduction

Pendant des décennies, la Tunisie a été considérée comme un exemple de réussite sur le continent africain. Elle s'est distinguée par une saine gestion macroéconomique accompagnée d'impressionnants acquis sociaux, qui en a fait l'un des pays les plus performants d'Afrique. Cette idée a été renforcée par les progrès accomplis par le pays ces dernières années, notamment son prompt redressement après la crise économique de 2009 caractérisé par une croissance du PIB de 3,7 % en 2010 et d'importantes avancées dans le sens de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Beaucoup en sont venus à conclure que la Tunisie était, pour l'essentiel, un modèle de développement durable fondé sur de bonnes pratiques.

Pourtant, le 14 janvier 2011, l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali a quitté le pouvoir après un mois de manifestations et de violents affrontements qui se sont soldés par plus de

200 décès. L'agitation sociale et politique qui a embrasé la Tunisie en janvier montre qu'en dépit du relatif succès économique du pays, les principaux problèmes sociaux et de développement n'avaient pas été résolus. La combinaison du chômage des jeunes diplômés avec de flagrantes pratiques prédatrices de corruption ainsi que l'exclusion politique et économique avait créé, chez les Tunisiens, une situation intenable de mécontentement qui a tourné à la révolution et mis un terme à 23 ans de règne du deuxième président du pays.

Dans les sections ci-après, la présente note passe en revue les différents facteurs qui ont conduit aux récents troubles sociaux. Elle analyse ensuite l'environnement macroéconomique et présente une série de scénarios économiques pour 2011 et 2012. Après l'évaluation des diverses orientations qui pourraient être données à l'économie, compte tenu de la conjoncture décrite ci-dessus, la note formule quelques remarques finales.

<sup>1</sup> La présente note a été préparée par Audrey Verdier-Chouchane, Économiste principal de recherche (EDRE), Natsuko Obayashi, Économiste-pays principal pour la Tunisie (ORNA) et Vincent Castel, Coordinateur principal de programme pour la Tunisie (ORNA), sous la supervision de Jacob Kolster, Directeur du Département de la région Nord 1 (ORNA), ainsi que de Désiré Vencatachellum et de Peter Walkenhorst, respectivement Directeur et Chef de Division du Département de la recherche sur le développement (EDRE). Les auteurs tiennent en outre à exprimer leur reconnaissance à Paula Ximena Mejia pour ses suggestions et son appui.

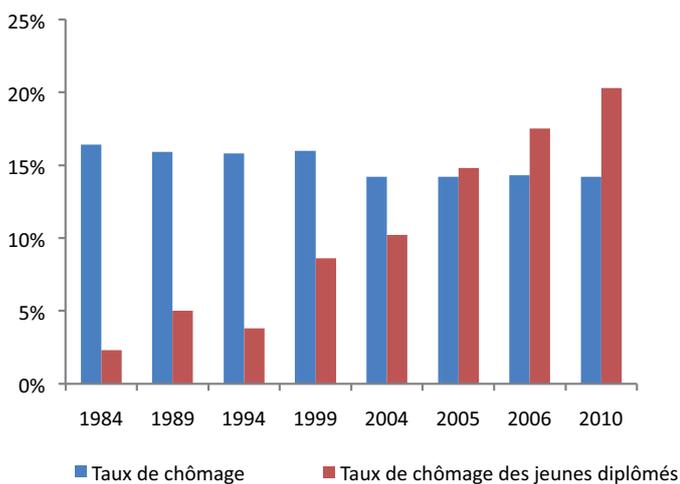
## 2. Les principaux défis de développement persistent après la révolution

Même si les troubles sociaux ont en fin de compte pris une tournure politique, ses causes profondes résident dans les difficultés quotidiennes auxquelles est confrontée la population. De fait, l'agitation tunisienne a eu pour déclencheur le suicide d'un jeune homme qui s'est immolé par le feu après la confiscation de son chariot de fruits et légumes. Mohammed Bouazizi est rapidement devenu un symbole du désespoir économique partagé par une majorité de la population tunisienne.

Les troubles sociaux en Tunisie se sont produits malgré de présumés progrès sociaux. La Tunisie obtient une note satisfaisante en matière de progrès en direction des Objectifs du Millénaire pour le développement. Pour ce qui est de l'Indicateur de développement humain, elle obtient également d'impressionnantes notes, occupant la 98<sup>e</sup> place sur 182 pays. En Afrique, trois pays seulement se classent mieux que la Tunisie (la Lybie est 55<sup>e</sup>, les Seychelles 57<sup>e</sup> et Maurice 81<sup>e</sup>).

Cependant, en dépit de ces avantages sociaux, le pays fait face à des niveaux élevés de chômage chez les jeunes—en particulier les jeunes diplômés—à d'importantes inégalités régionales et à des

Figure 1. Taux de chômage en Tunisie



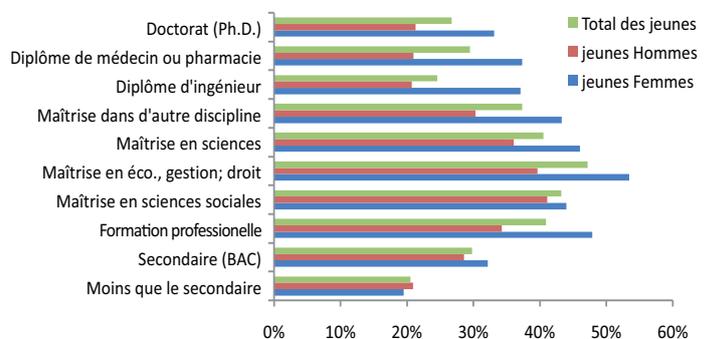
Source : INS (Institut national de la statistique) et Banque mondiale

difficultés liées à la gouvernance. Ces problèmes qui sont à l'origine de la révolution persistent et le gouvernement devra s'y attaquer de toute urgence.

### 2.1 Chômage des jeunes diplômés

La lutte contre le chômage a certes été la plus grande priorité de la politique économique de la Tunisie pendant plusieurs années, mais le gouvernement n'est pas parvenu à créer un nombre suffisant d'emplois destinés aux jeunes diplômés. Si le taux global de chômage est resté supérieur à 14 %, chez les jeunes diplômés, le niveau du chômage s'est accru par un facteur de 10 au cours des deux dernières décennies et a atteint 20 % en 2010 (figure 1). La tendance à la hausse du chômage des diplômés d'université est la conséquence de l'explosion de la population juvénile, du rendement élevé des universités, de l'inadéquation entre la demande et l'offre de main-d'œuvre qualifiée, et de la piètre qualité relative de la formation reçue par beaucoup de diplômés<sup>2</sup>.

Figure 2. Taux de chômage des jeunes diplômés en Tunisie, par discipline et genre, 2007



Source : Stampini, M. et A. Verdier-Chouchane (2011), *op. cit.*

S'il y a un manque manifeste de possibilités d'emploi pour les jeunes, il semble par ailleurs exister une inadéquation entre le domaine de spécialisation choisi et les réalités du marché du travail. Le taux de chômage qui atteignait 47,1 % en moyenne chez les jeunes détenteurs d'une maîtrise en économie, en gestion ou en droit et 43,2 % pour les titulaires d'une maîtrise en sciences sociales, témoigne de cette situation. En revanche, ce taux s'établissait à 24,5 % chez les diplômés en génie<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Les rapports du PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) de l'OCDE montrent que la qualité de l'enseignement secondaire en Tunisie est relativement faible par rapport à un échantillon d'environ 65 pays. OCDE. 2009. Rapports du PISA 2009 : Savoir et savoir-faire des élèves. <http://www.oecd.org/edu/pisa/2009> (disponible en anglais, avec synthèse en français)

<sup>3</sup> Une analyse exhaustive de la question du chômage chez les jeunes se trouve dans Stampini, M. et A. Verdier-Chouchane (2011), « Labor Market Dynamics in Tunisia : The Issue of Youth Unemployment », Document de travail no 123, Banque africaine de développement, disponible à <http://www.afdb.org/en/documents/publications/working-paper-series/>

Le problème du chômage des jeunes diplômés ne sera pas résolu rapidement, car la population active tunisienne s'accroît, les nouveaux venus s'ajoutant au stock des personnes déjà sans emploi. Mais plus important encore, à cause de l'incidence de la révolution sur la capacité de production, la confiance des investisseurs et l'insécurité locale, l'activité économique devrait baisser à court terme, surtout dans les secteurs de l'industrie et du tourisme. Outre la destruction des emplois existants, cette situation pourrait gravement entraver la création d'emplois dans les mois à venir.

L'un des principaux défis que doit relever le gouvernement consistera à créer des possibilités d'emploi décent pour les jeunes diplômés en chômage. En janvier 2011, le gouvernement intérimaire a établi un programme offrant aux jeunes diplômés en situation de chômage chronique des possibilités d'emploi à temps partiel dans le secteur public. Dans le cadre de ce programme, les employés travailleraient à temps partiel et percevraient un salaire mensuel de 150 dinars tunisiens (soit 55 % du salaire minimum), et ils bénéficieraient d'une couverture d'assurance-maladie ainsi que de tarifs préférentiels de transport public.

## 2.2 Disparités régionales

La Tunisie a certes connu une réduction considérable de la pauvreté et une amélioration des indicateurs sociaux, mais il subsiste d'importantes disparités socioéconomiques. Le problème des disparités régionales était au cœur de l'agitation sociale qu'ont connue les villes de Sidi Bouzid, Kasserine et Thala dans la région centre-est du pays.

Globalement, la côte orientale est mieux lotie que les régions de l'ouest et du sud (voir figure 3). La population et l'activité économique sont principalement concentrées dans le nord-est (gouvernorat de Tunis) et dans le centre-est (gouvernorat de Sfax), 75 % d'emplois non agricoles se trouvant dans la région côtière. Il s'ensuit une importante variabilité de la consommation moyenne et de la pauvreté d'une région à l'autre. En 2000, si l'indice de pauvreté (moyenne nationale) s'élevait à 18,4 %, il variait en fait de 6,9 % dans le district de Tunis à 30,8 % dans le centre-ouest (voir figure 4). De même, le chômage est tout particulièrement aigu dans l'arrière-pays (voir carte 1). En moyenne, depuis 2004, le taux de chômage dépasse 22,6 % dans les régions de Jendouba, Le Kef, Kasserine et Gafsa.

**Carte 1. Taux de chômage de toutes les régions de la Tunisie en 2004**

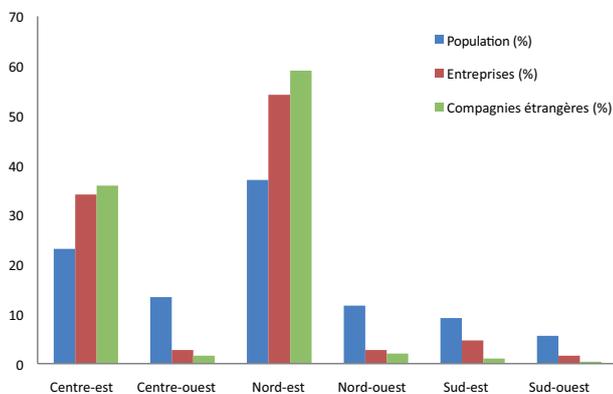


**Carte 2. Taux d'analphabétisme (chez les 10 à 29 ans) de toutes les régions de la Tunisie en 2004**



Toutefois, les régions les plus pauvres ont par ailleurs pâti d'une négligence de la part des autorités, les régions côtières bénéficiant de 65 % de l'investissement public. En conséquence, le centre-ouest est la région la plus pauvre du point de vue de la prestation des services publics (santé et éducation), comme l'illustrent le nombre d'habitants par pédiatre (figure 5) et le taux d'analphabétisme juvénile (carte 2). Pour assurer la paix sociale, le prochain défi majeur pour le gouvernement tunisien consistera à réduire les inégalités entre les régions.

**Figure 3. Population et entreprises de toutes les régions de la Tunisie (2000)**



Source : Krifa-Schneider, H., F. Gsouma et H. Hammadou (2009). « Ouverture internationale, croissance et inégalités régionales : le cas de la Tunisie », disponible au site [http://gdri.dreem.free.fr/wp-content/c24-krifa-et-al\\_final.pdf](http://gdri.dreem.free.fr/wp-content/c24-krifa-et-al_final.pdf)

## 2.3 Gouvernance et corruption

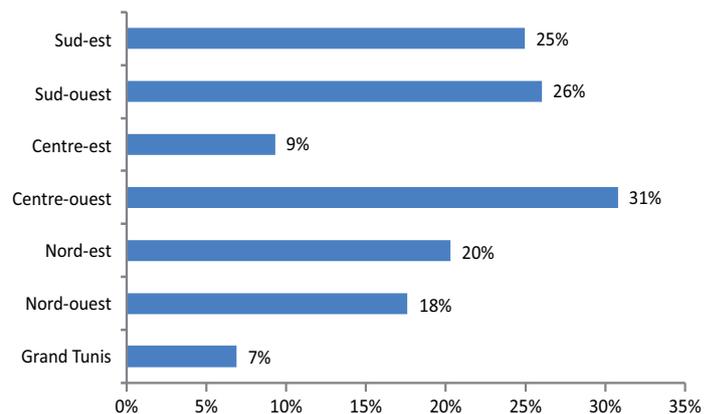
S'agissant de la gouvernance, le rang occupé par la Tunisie est relativement élevé par rapport à celui de la moyenne des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et, mieux encore, à la note de l'Afrique subsaharienne. L'indicateur relatif à la voix et à la responsabilité constitue toutefois une exception. Transparency International classe la Tunisie au 59<sup>e</sup> rang sur 178 pays, ce qui en fait le pays occupant la meilleure place en Afrique du Nord. Cela étant, Freedom House<sup>4</sup> fournit des données probantes montrant que la Tunisie accuse d'importantes lacunes en matière de droits politiques

et de libertés civiles. Les indicateurs de Freedom House tendent en outre à indiquer que la Tunisie avait l'un des pires environnements médiatiques du monde arabe en 2010, le gouvernement recourant à tout un arsenal juridique, pénal et économique pour réduire au silence les voix dissidentes.

Fait plus important peut-être, la corruption flagrante au sein des plus hautes instances décisionnelles de la Tunisie a été un facteur déterminant du soulèvement populaire qui a conduit à la chute de l'ex-président Ben Ali. Celle-ci a facilité au cours des 20 dernières années, le développement d'un empire financier – fondé sur des biens mal-acquis – sans précédent en Tunisie, notamment dans les secteurs des médias, des transports, des banques, des télécommunications, du tourisme, des services aéroportuaires et du détail<sup>5</sup>. Ces acquisitions douteuses se sont accélérées pendant le programme de privatisation au début de 2000, tout comme l'octroi de prêts bancaires à de très faibles taux d'intérêt qui ont permis la prédation d'actifs.

La Global Financial Integrity Foundation a estimé le coût de la corruption dans le pays à environ 1 milliard de dollars par an<sup>6</sup>.

**Figure 4. Ventilation de l'indice de pauvreté total, sur la base des dépenses par habitant (en dollars PPP de 2000) et d'un seuil de pauvreté de 3 dollars**



Source : Banque africaine de développement (2010) « Growth, Poverty and Inequality in Selected African Middle Income Countries », polycopié, Département de la recherche sur le développement.

<sup>4</sup> <http://www.freedomhouse.org/>

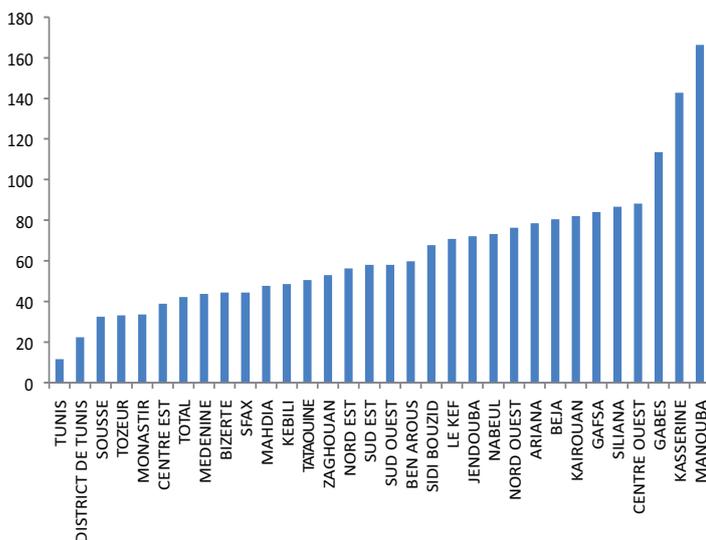
<sup>5</sup> et <sup>6</sup> Le présent paragraphe et ceux qui suivent ainsi que les chiffres indiqués sont basés sur différents articles publiés en ligne par Le Monde et The Economist, respectivement aux sites <http://www.lemonde.fr/> et <http://www.economist.com/>

### 3. Prédiction de l'impact de la révolution sur l'économie tunisienne

#### 3.1 Récentes tendances macroéconomiques

Certes, la Tunisie n'a pas été frappée directement par la crise financière, mais la forte récession des pays européens a touché considérablement ses exportations et son secteur manufacturier en 2009 (à peu près 80 % du marché des exportations tunisiennes)<sup>7</sup>. Une reprise économique a été amorcée en 2010, avec une croissance estimative du PIB de 3,7 % favorisée par la dépréciation du dinar, laquelle a stimulé les exportations industrielles du pays vers la zone euro. L'inflation s'est accrue en moyenne de 4,5 % en 2010, les prix des produits alimentaires et pétroliers subventionnés ayant été augmentés en vue de maîtriser le budget de compensation. Le déficit courant a augmenté, passant de 2,9 % en 2009 à 4,8 % en 2010, en raison de la reprise du secteur commercial dans le cadre de laquelle la croissance des importations (+17,5 %) a excédé celle des exportations (+12,6 %), tandis que les recettes touristiques ont stagné (+1,2 %). En dépit de la reprise de l'économie mondiale, les apports d'investissements directs étrangers ont stagné (+3 %) en 2010. Les réserves en devises continuent de se maintenir à un niveau confortable, soit environ cinq mois d'importations.

Figure 5. Nombre d'habitants par pédiatre en 2004 (en milliers)



Source : ministère de la Santé publique

Le déficit financier s'est élevé à 2,6 % du PIB en 2010. L'incidence de la crise économique sur les recettes budgétaires a été limitée, en raison de l'orientation extérieure du secteur des exportations. Le budget de 2010 a maintenu une orientation financière de soutien pour assurer la relance économique avec des investissements publics d'un niveau élevé mais qui n'ont pas été totalement absorbés. Le niveau de la dette publique est resté stable (20,9 milliards de dollars ou à peu près 43 % du PIB en 2010), après son importante réduction par rapport au taux de 58,3 % du PIB en 2005, en raison de l'appréciation du dollar et du yen face au dinar. Pour la même raison, la dette extérieure devrait demeurer au même niveau en 2010 qu'en 2009, à savoir 48 % du PIB (ou environ 23,3 milliards de dollars).

La réforme du secteur bancaire a conduit à une réduction du ratio des prêts improductifs, lequel est passé de 25 % en 2003 à 13 % en 2009, tandis que le taux de constitution des provisions pour prêts improductifs et le coefficient d'adéquation du capital ont augmenté, soit respectivement de 44 à 58 % et de 9,3 à 12,4 % durant la même période.

#### 3.2 Prévisions économiques à court terme

La révolution est porteuse de grandes promesses pour la Tunisie et ses fruits à plus long terme pourraient bien être importants du point de vue de la croissance économique ainsi que de l'équité et de la cohésion sociales. La situation politique du pays reste toutefois fragile. Outre les défis de la transition politique, le gouvernement est confronté à court terme à la situation d'urgence immédiate occasionnée par un rétrécissement de la marge de manœuvre financière et des exigences sociales croissantes, tandis que les problèmes liés au chômage des jeunes, aux disparités régionales et à l'exclusion économique ne peuvent rester non résolus.

Les autorités ont estimé que lors des récentes perturbations, des pertes de 5 et 8 milliards de dollars (à peu près 4 % du PIB) ont été enregistrées, les recettes touristiques fortement touchées, les principaux investissements suspendus et des milliers d'emplois perdus. Au cours du mois de janvier 2011, un montant de 1,8 milliard de dinars a été injecté dans le secteur bancaire pour endiguer un retrait massif. Cette situation contraste avec celle de surliquidité qu'a récemment connue la Tunisie et qui a conduit à l'absorption de 1,1

<sup>7</sup> La Tunisie a signé un accord d'association avec l'Union européenne en 1995, qui a conduit à un accord de libre-échange avec le marché de l'Union pour les produits industriels en 2008. Des accords relatifs aux services et à l'agriculture sont en cours de négociation 2008. Des accords relatifs aux services et à l'agriculture sont en cours de négociation.

milliard de dinars durant l'ensemble de l'année dernière. Les réserves de change ont diminué, passant de 13 milliards de dinars (147 jours d'importations) en fin décembre 2010 à 12,2 milliards de dinars (139 jours) en janvier 2011.

Le modèle des Perspectives économiques en Afrique a été utilisé pour prévoir les impacts macroéconomiques à court terme, sur la

à 7,6 % du PIB, sous l'effet d'une augmentation des importations et d'une baisse des recettes touristiques. De même, l'inflation pourrait s'accroître pour se fixer à au moins 4,7 %.

Le taux de croissance du PIB pourrait connaître une augmentation — s'établissant à 3,6 %—en 2011, suivie d'un rapide redressement à 4,2 % en 2012, en cas de prompt normalisation de l'économie

**Tableau 1. Résultats récapitulatifs des scénarios à hypothèse haute, moyenne et basse**

	Indicateurs Macroéconomiques							
	2009	2010(e)	2011(p)			2012(p)		
			Basse	Moyenne	Haute	Basse	Moyenne	Haute
Croissance du PIB réel	3.0	3.7	-2.5	1.1	3.6	2.4	3.3	4.2
Inflation de l'indice des prix à la consommation	3.5	4.4	6.4	4.7	4.2	4.4	4.6	4.2
Solde budgétaire en % du PIB	-2.7	-2.6	-6.0	-5.2	-3.9	-5.9	-4.8	-3.2
Compte courant en % du PIB	-2.8	-4.7	-8.9	-7.6	-6.1	-7.0	-5.6	-4.4

Source : projection d'EDRE-ORINA

Note : les principales hypothèses relatives aux différents scénarios sont indiquées dans les tableaux de la ventilation de la demande (colonnes 4 et 5) des annexes 2, 3 et 4. Une autre importante hypothèse a trait aux recettes touristiques, lesquelles s'élèvent respectivement à -5 %, -20 % et -30 % pour les scénarios à hypothèse haute, moyenne et basse.

base de trois scénarios, à savoir ceux à hypothèse haute, moyenne et basse. Le tableau 1 montre les résultats récapitulatifs reposant sur ces trois scénarios, tandis que les tableaux intégraux de la ventilation de la demande, des finances publiques et du compte courant figurent en annexes 1, 2 et 3.

Dans les trois scénarios, la croissance du PIB est affectée par une baisse de la demande de services touristiques, la perturbation de l'activité économique et la réduction des investissements directs étrangers. Le scénario à hypothèse moyenne laisse prévoir une croissance du PIB de 1,1 % en 2011, suivie d'une légère reprise de l'économie à 3,3 % en 2012. L'investissement privé se contractera, tandis que les dépenses publiques courantes, en particulier les traitements et salaires, augmenteront considérablement en raison de l'accroissement des demandes sociales. Le déficit financier s'élèvera à 5,2 % du PIB en 2011. Le déficit courant augmentera pour s'établir

et reprise du secteur touristique, appuyées par de solides financements extérieurs et investissements directs étrangers, ainsi que par un plan de relance financière bien ciblé. Le déficit financier demeurera contenu à 3,9 % du PIB, mais le déficit courant atteindra 6,1 % du PIB, en raison de l'accroissement du déficit de la balance commerciale—l'exportation des produits manufacturés suscitant une augmentation des importations—et d'une baisse des recettes touristiques. L'inflation sera maîtrisée à 4,2 %, même si le niveau élevé des prix alimentaires et pétroliers internationaux exercera une pression sur la balance commerciale et le compte courant.

Néanmoins, en cas d'instabilité politique et sociale prolongée, l'économie pourrait se contracter de 2,5 % en 2011. Les investissements tant publics que privés se contracteront, tandis qu'un recrutement massif et une augmentation salariale dans le secteur public auront une incidence négative sur le déficit financier, lequel

pourrait atteindre 6 % du PIB. Le gouvernement essaiera, dans ce cas, de répondre uniquement aux demandes sociales, au détriment de l'équilibre budgétaire, de la balance des paiements courants et de la lutte contre les pressions inflationnistes. Le déficit courant augmentera pour s'établir à 8,9 %, en raison de l'importante perte enregistrée dans les recettes touristiques et de l'augmentation des importations suscitées par un accroissement de la consommation et une baisse des exportations. L'inflation pourrait atteindre au moins 6,4 %, sous l'effet de l'augmentation salariale, de la dépréciation, et des prix alimentaires et pétroliers internationaux élevés qui seront répercutés sur les prix nationaux en dépit du niveau élevé des subventions. Dans le cadre du scénario à hypothèse basse, une lente croissance positive de 2,4 % est prévue en 2012.

#### 4. Remarques finales

Les événements survenus en Tunisie durant les premiers mois de 2011 se sont déroulés à une vitesse sans précédent, déjouant même les prévisions des observateurs les plus avertis de ce pays qui est le plus petit et—jusqu'aux récents événements—peut-être le plus stable et le plus performant sur le plan économique de la région d'Afrique du Nord. Les troubles qui ont commencé en décembre avec des manifestations dans le chef-lieu du gouvernorat de Sidi Bouzid au centre de la Tunisie, après l'immolation par le feu d'un jeune diplômé sans emploi, ont gagné l'ensemble du pays dans les semaines suivantes et conduit au départ de Ben Ali le 14 janvier 2011.

Après l'intensification initiale du pillage et de l'insécurité, les mois suivants ont vu la Tunisie évoluer vers un calme social relatif et vers un nouvel optimisme quant à l'avenir. Après plusieurs itérations, un gouvernement intérimaire dirigé par un politicien expérimenté—M. Béji Caïd Essebsi—comme premier ministre, et composé de ministres technocrates, a enfin été formé (début mars). Cette équipe semble jouir d'un important niveau de crédibilité. Le plus récent gouvernement intérimaire a, tout comme son prédécesseur immédiat, engagé des mesures progressives mais décisives pour purger les hauts responsables de l'ancien régime au niveau des forces de sécurité ainsi

que des administrations centrales et régionales. Dans une enquête effectuée à l'échelle du pays par l'agence tunisienne SIGMA en début février, les deux tiers des personnes interrogées se sont dites confiantes envers l'administration et le gouvernement de transition<sup>8</sup>. Les deux premiers mois suivant le départ de Ben Ali autorisent donc un optimisme prudent et les fruits à plus long terme de la révolution pourraient bien être importants, du point de vue à la fois de la croissance économique et de l'équité ainsi que de la cohésion sociales. Si la stratégie appliquée au cours de ces premiers mois de la révolution se poursuit et conduit à des élections libres et sans heurt, le potentiel de croissance économique de la Tunisie est susceptible de se renforcer considérablement, avec l'élimination du boulet que constituent les pratiques prédatrices de corruption, ainsi que la consolidation d'un environnement sociopolitique plus favorable aux libertés individuelles et aux entreprises économiques privées.

Il reste néanmoins à relever de graves défis dans les mois à venir pour que puisse se réaliser le plein potentiel présenté par la révolution tunisienne. Outre les problèmes politiques et ceux liés à la sécurité qui doivent être gérés à mesure que le pays évolue vers des élections parlementaires et présidentielle, l'économie réelle et les équilibres budgétaires subiront des pressions, en raison de la baisse de l'activité économique qui a caractérisé la révolution et suivi dans le sillage de celle-ci. Qui plus est, le malaise social sous-jacent qui a été l'élément moteur de la révolution tunisienne—notamment le chômage des jeunes, en particulier les jeunes diplômés, et l'exclusion régionale—subsiste.

Il n'y a guère de doute que la stabilité politique et la paix sociale—en fait la crédibilité même du gouvernement intérimaire—dépendent essentiellement de la réalisation d'avancées précoces et décisives sur ces fronts. Un appui précoce concerté et important de la part des partenaires de développement étrangers comme la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, l'Union européenne et autres, constitue un important élément indispensable pour établir un lien entre les défis à court terme et les possibilités à plus long terme de la Tunisie. ■

<sup>8</sup> SIGMA Conseilis, agence tunisienne de marketing et d'étude médiatique (avec des activités en Algérie, au Maroc, en Libye, en France et en Tunisie), a réalisé cette enquête auprès de 1 250 personnes (âgées de 18 ans ou plus) en Tunisie durant la période du 30 janvier au 3 février 2011.



# Annexe 1. Résultats détaillés du scénario à hypothèse basse

Tableau 1 - Ventilation de la demande

	Pourcentage du PIB (prix courant)		Variation en pourcentage, volume			Contribution à la croissance du PIB réel		
	2002	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Formation brute de capital	23,3	24,8	12,0	0,6	5,2	2,7	-4,3	0,6
Publique	4,8	4,9	12,0	3,0	2,0	0,5	-0,4	0,2
Privée	19,0	19,9	12,0	0,0	6,0	2,2	-4,0	0,3
Consommation	80,0	78,1	4,5	5,3	3,6	3,6	2,3	1,7
Publique	17,2	16,2	4,5	10,6	1,7	0,8	2,1	0,3
Privée	62,7	61,9	4,5	3,9	4,1	2,8	0,2	1,4
Secteur extérieur	-3,8	-2,9	-	-	-	-2,6	-0,4	0,2
Exportations	40,8	45,0	2,6	1,1	5,9	1,0	-2,7	1,2
Importations	-44,6	-48,0	8,9	2,8	5,1	-3,5	2,2	-1,1
Taux de croissance du PIB réel						3,7	-2,5	2,4

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 2 - Finances publiques (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Total, recettes et dons	23,3	21,9	24,2	23,1	23,1	23,3	23,1
Recettes fiscales	19,5	19,1	20,5	19,9	20,1	20,2	20,0
Dons	0,4	0,1	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Autres recettes	3,4	2,7	3,3	2,9	2,9	2,9	2,9
Total, dépenses et emprunts nets (a)	25,6	24,5	24,8	25,8	25,7	29,3	29,0
Dépenses courantes	18,0	18,4	19,0	18,1	18,4	22,2	21,8
<i>  Hormis intérêt</i>	15,2	16,0	16,9	16,1	16,4	20,2	20,0
Traitements et salaires	11,2	10,6	10,4	10,7	10,7	12,3	12,3
Biens et services	1,5	1,6	1,6	1,7	1,9	2,6	2,5
Intérêt	2,8	2,4	2,1	2,0	1,9	2,0	1,8
Dépenses en capital	7,3	5,4	5,8	6,6	7,2	6,9	7,1
Solde primaire	0,5	-0,2	1,4	-0,7	-0,7	-4,0	-4,1
Solde global	-2,3	-2,6	-0,7	-2,7	-2,6	-6,0	-5,9

a. Seuls les grands postes sont indiqués.

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 3 - Compte courant (en pourcentage du PIB)

	2002	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Balance commerciale	-9,2	-7,4	-8,9	-8,5	-8,5	-10,9	-12,7	-12,1
Exportations des biens (FAB)	29,6	38,9	42,7	33,1	33,1	33,7	32,9	33,0
Importations des biens (FAB)	38,8	46,3	51,7	41,6	41,6	44,6	45,6	45,0
Services	5,3	5,4	5,9	5,8	5,8	6,3	3,7	5,0
Revenu des facteurs	0,3	-0,8	-1,2	-0,7	-0,7	-0,6	-0,7	-0,7
Transferts courants	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7
Solde courant	-3,2	-2,4	-3,8	-2,8	-2,8	-4,7	-8,9	-7,0

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 4 - Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Croissance du PIB réel	3,0	3,7	-2,5	2,4
Inflation de l'indice des prix à la consommation	3,5	4,4	6,4	4,4
Solde budgétaire en % du PIB	-2,7	-2,6	-6,0	-5,9
Compte courant en % du PIB	-2,8	-4,7	-8,9	-7,0

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 5 - Résumé des résultats

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Croissance du PIB réel	1,8	5,6	6,0	4,1	5,4	6,3	4,6	3,0	3,7	-2,5	2,4
Inflation*	2,7	2,8	3,6	2,1	4,5	3,1	5,1	3,5	4,4	6,4	4,4
PIB (dollars à l'échelle)	32901,4	34728,2	36826,1	38329,9	40380,6	42942,5	44924,9	46295,0	47981,1	46817,7	47929,9
PIB réel	23141,8	27453,9	31183,9	32272,3	34376,8	38922,9	44878,5	43523,0	45800,0	45382,2	47800,4
Taux de change	1,4	1,3	1,2	1,3	1,3	1,3	1,2	1,4	1,4	1,5	1,5

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs. \* Inflation de l'indice des prix à la consommation.

## Annexe 2 - Résultats détaillés du scénario à hypothèse moyenne

Tableau 1 - Ventilation de la demande

	Pourcentage du PIB (prix courant)		Variation en pourcentage, volume			Contribution à la croissance du PIB réel		
	2002	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Formation brute de capital	23,8	24,8	12,0	0,6	5,2	2,7	-2,0	0,9
Publique	4,8	4,9	12,0	3,0	2,0	0,5	0,0	0,1
Privée	19,0	19,9	12,0	0,0	6,0	2,2	-2,0	0,8
Consommation	80,0	78,1	4,5	5,3	3,6	3,6	4,1	2,4
Publique	17,2	16,2	4,5	10,6	1,7	0,8	2,3	0,3
Privée	62,7	61,9	4,5	3,9	4,1	2,8	1,8	2,0
Secteur extérieur	-3,8	-2,9	-	-	-	-2,6	-1,1	0,1
Exportations	40,8	45,0	2,6	1,1	5,9	1,0	-1,3	1,7
Importations	-44,6	-48,0	8,9	2,8	5,1	-3,5	0,2	-1,6
Taux de croissance du PIB réel						3,7	1,1	3,3

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 2 - Finances publiques (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Total, recettes et dons	23,3	21,9	24,2	23,1	23,1	23,3	23,1
Recettes fiscales	19,5	19,1	20,5	19,9	20,1	20,2	20,0
Dons	0,4	0,1	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Autres recettes	3,4	2,7	3,3	2,9	2,9	2,9	2,9
Total, dépenses et emprunts nets (a)	25,6	24,5	24,8	25,8	25,7	28,5	27,9
Dépenses courantes	18,0	18,4	19,0	18,1	18,4	21,0	20,6
<i>Hormis intérêt</i>	15,2	16,0	16,9	16,1	16,4	19,1	18,9
Traitements et salaires	11,2	10,6	10,4	10,7	10,7	12,1	12,0
Biens et services	1,5	1,6	1,6	1,7	1,9	2,3	2,3
Intérêt	2,8	2,4	2,1	2,0	1,9	1,9	1,7
Dépenses en capital	7,3	5,4	5,8	6,6	7,2	7,3	7,1
Solde primaire	0,5	-0,2	1,4	-0,7	-0,7	-3,3	-3,0
Solde courant	-2,3	-2,6	-0,7	-2,7	-2,6	-5,2	-4,8

a. Seuls les grands postes sont indiqués.

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 3 - Compte courant (en pourcentage du PIB)

	2002	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Balance commerciale	-9,2	-7,4	-8,9	-8,5	-8,5	-10,9	-12,4	-11,6
Exportations des biens (FAB)	29,6	38,9	42,7	33,1	33,1	33,7	33,4	33,6
Importations des biens (FAB)	38,8	46,3	51,7	41,6	41,6	44,6	45,8	45,3
Services	5,3	5,4	5,9	5,8	5,8	6,3	4,8	6,1
Revenu des facteurs	0,3	-0,8	-1,2	-0,7	-0,7	-0,6	-0,6	-0,6
Transferts courants	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,6
Solde courant	-3,2	-2,4	-3,8	-2,8	-2,8	-4,7	-7,6	-5,6

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 4 - Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Croissance du PIB réel	3,0	3,7	1,1	3,3
Inflation de l'indice des prix à la consommation	3,5	4,4	4,7	4,6
Solde budgétaire en % du PIB	-2,7	-2,6	-5,2	-4,8
Compte courant en % du PIB	-2,8	-4,7	-7,6	-5,6

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 5 - Résumé des résultats

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Croissance du PIB réel	1,8	5,6	6,0	4,1	5,4	-6,3	4,6	3,0	3,7	1,1	3,3
Inflation*	2,7	2,8	3,6	2,1	4,5	3,1	5,1	3,5	4,4	4,7	4,6
PIB (dollars à l'échelle)	32901,4	34728,2	36826,1	38329,9	40380,6	42942,5	44924,9	46295,0	47981,1	48484,4	50073,7
PIB réel	23141,8	27453,9	31183,9	32272,3	34376,8	38922,9	44878,5	43523,0	45800,0	47340,1	50474,3
Taux de change	1,4	1,3	1,2	1,3	1,3	1,3	1,2	1,4	1,4	1,4	1,5

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs. \* Inflation de l'indice des prix à la consommation.

## Annexe 3 - Résultats détaillés du scénario à hypothèse haute

Tableau 1 - Ventilation de la demande

	Pourcentage du PIB (prix courant)		Variation en pourcentage, volume			Contribution à la croissance du PIB réel		
	2002	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Formation brute de capital	23,8	24,8	12,0	0,6	5,2	2,7	0,1	1,2
Publique	4,8	4,9	12,0	3,0	2,0	0,5	0,1	0,1
Privée	19,0	19,9	12,0	0,0	6,0	2,2	0,0	1,1
Consommation	80,0	78,1	4,5	5,3	3,6	3,6	4,3	2,9
Publique	17,2	16,2	4,5	10,6	1,7	0,8	1,8	0,3
Privée	62,7	61,9	4,5	3,9	4,1	2,8	2,5	2,6
Secteur extérieur	-3,8	-2,9	-	-	-	-2,6	-0,8	0,0
Exportations	40,8	45,0	2,6	1,1	5,9	1,0	0,4	2,1
Importations	-44,6	-48,0	8,9	2,8	5,1	-3,5	-1,2	-2,1
Taux de croissance du PIB réel						3,7	3,6	4,2

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 2 - Finances publiques (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Total, recettes et dons	23,3	21,9	24,2	23,1	23,1	23,3	23,1
Recettes fiscales	19,5	19,1	20,5	19,9	20,1	20,1	20,0
Dons	0,4	0,1	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Autres recettes	3,4	2,7	3,3	2,9	2,9	2,9	2,9
Total, dépenses et emprunts nets (a)	25,6	24,5	24,8	25,8	25,7	27,1	26,4
Dépenses courantes	18,0	18,4	19,0	18,1	18,4	19,7	19,1
<i>Hormis intérêt</i>	15,2	16,0	16,9	16,1	16,4	17,8	17,5
Traitements et salaires	11,2	10,6	10,4	10,7	10,7	11,3	11,1
Biens et services	1,5	1,6	1,6	1,7	1,9	2,2	2,2
Intérêt	2,8	2,4	2,1	2,0	1,9	1,9	1,7
Dépenses en capital	7,3	5,4	5,8	6,6	7,2	7,3	7,1
Solde primaire	0,5	-0,2	1,4	-0,7	-0,7	-2,0	-1,6
Solde courant	-2,3	-2,6	-0,7	-2,7	-2,6	-3,9	-3,2

a. Seuls les grands postes sont indiqués.

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 3 - Compte courant (en pourcentage du PIB)

	2002	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Balance commerciale	-9,2	-7,4	-8,9	-8,5	-8,5	-10,9	-11,6	-10,7
Exportations des biens (FAB)	29,6	38,9	42,7	33,1	33,1	33,7	34,2	34,8
Importations des biens (FAB)	38,8	46,3	51,7	41,6	41,6	44,6	45,9	45,5
Services	5,3	5,4	5,9	5,8	5,8	6,3	5,5	6,3
Revenu des facteurs	0,3	-0,8	-1,2	-0,7	-0,7	-0,6	-0,6	-0,6
Transferts courants	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,6
Solde courant	-3,2	-2,4	-3,8	-2,8	-2,8	-4,7	-6,1	-4,4

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 4 - Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Croissance du PIB réel	3,0	3,7	3,6	4,2
Inflation de l'indice des prix à la consommation	3,5	4,4	4,2	4,2
Solde budgétaire en % du PIB	-2,7	-2,6	-3,9	-3,2
Compte courant en % du PIB	-2,8	-4,7	-6,1	-4,4

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs.

Tableau 5 - Résumé des résultats

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010(e)	2011(p)	2012(p)
Croissance du PIB réel	1,8	5,6	6,0	4,1	5,4	6,3	4,6	3,0	3,7	3,6	4,2
Inflation*	2,7	2,8	3,6	2,1	4,5	3,1	5,1	3,5	4,4	4,2	4,2
PIB (dollars à l'échelle)	32901,4	34728,2	36826,1	38329,9	40380,6	42942,5	44924,9	46295,0	47981,1	49693,3	51723,7
PIB réel	23141,8	27453,9	31183,9	32272,3	34376,8	38922,9	44878,5	43523,0	45800,0	48851,6	52459,8
Taux de change	1,4	1,3	1,2	1,3	1,3	1,3	1,2	1,4	1,4	1,4	1,5

Source: Données provenant de AfDB; estimations (e) et prévisions (p) basées sur les calculs des auteurs. \* Inflation de l'indice des prix à la consommation.

